Marc Leblanc

Criminologue - Professeur titulaire retraité
Faculté des arts et des sciences - École de psychoéducation

(1998)

“L’internat et la recherche évaluative”

**Vingt-cinq ans d’échanges au Québec :
des effets pervers à la perversion des résultats
de la recherche évaluative.”**

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Marc LE BLANC, “L’internat et la recherche évaluative. Vingt-cinq ans d’échanges au Québec : des effets pervers à la perversion des résultats de la recherche évaluative.” Un article publié dans l’ouvrage sous la direction de Gilles Gendreau et collaborateurs, BOSCO la tendresse. BOSCOVILLE: UN DÉBAT DE SOCIÉTÉ. Montréal: Les Éditions Sciences et Culture, 1998, 364 pp.

Criminologue, professeur titulaire retraité
Faculté des arts et des sciences - École de psychoéducation

[Autorisation formelle accordée par l’auteur le 23 mai 2005.

Courriel : marc.leblanc@umontreal.ca

[Autorisation formelle accordée par le président de la maison d’édition *Les Éditions Sciences et culture*, M. Mathieu Béliveau, le 21 décembre 2005 de diffuser ce livre.]

Courriel : mathieu.beliveau@sciences-culture.qc.ca

Site web: <http://www.sciences-culture.qc.ca/>

liste partielle des publications de M. Marc Leblanc, criminologue:

<http://www.psycd.umontreal.ca/personnel/LeBlancMarc.htm>

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 12 janvier 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

[Introduction](#)

[Vingt-cinq ans de recherches évaluatives](#)

[Résultats des recherches évaluatives, effets pervers et perversions](#)

[La décision de placement, de l'intention à l'inaction](#)

[Les alternatives à l'internat, de l'action à la contradiction](#)

[L'efficacité de l'internat, de la déception à la détérioration](#)

[*Les éducateurs, de l'encadrement à la dissociation*](#)

[*La durée du séjour, du raisonnable à l'excessif*](#)

[*L'efficacité de l'internat, de l'idéal à la réalité*](#)

[*La réinsertion sociale, de l'absence à l'oubli*](#)

[Le développement de l'intervention, Boscoville...](#)

[Références](#)

Marc LE BLANC,

“L’internat et la recherche évaluative”

Un article publié dans l’ouvrage sous la direction de Gilles Gendreau et collaborateurs, **BOSCO la tendresse. BOSCOVILLE: UN DÉBAT DE SOCIÉTÉ**. Montréal: Les Éditions Sciences et Culture, 1998, 364 pp..

Nous voulons témoigner notre reconnaissance à la maison d’éditions **Les Éditions Sciences et culture** pour nous avoir autorisé à diffuser ce livre de M. Gendreau et collaborateurs sur l’expérience extraordinaire d’éducation sociale qu’a représenté Boscoville avec sa fermeture par Québec, qui n’a rien voulu entendre des arguments en faveur du maintien de ce lieu unique d’apprentissage et de rééducation.

Merci à M. Mathieu Béliveau, président de la société **Les Éditions Sciences et culture** de nous avoir accordé sa confiance en nous accordant son autorisation de diffuser ce livre sur le site web de **Les Classiques des sciences sociales**, permission accordée le 21 décembre 2005 de diffuser ce livre.]

Courriel : mathieu.beliveau@sciences-culture.qc.ca

Ce livre **Bosco, la tendresse. Boscoville : un débat de société**, publié en 1998, est toujours disponible, en édition papier auprès de l’éditeur.

Merci,
Jean-Marie Tremblay,
Directeur bénévole.
13 janvier 2006.

Marc LeBlanc, Ph.D. ¹

“L’internat et la recherche évaluative.

Vingt-cinq ans d’échanges au Québec : des effets pervers à la perversion des résultats de la recherche évaluative.”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Gilles Gendreau et collaborateurs, *Bosco la tendresse. Boscoville : un débat de société*, chapitre 10, pp. 264-290. Montréal : Les Éditions Sciences et Culture, 1998, 364 pp. [Avec l’autorisation de l’auteur et de l’éditeur. Celle de l’éditeur a été accordée le 21 décembre 2005]

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Les gestionnaires du réseau des internats québécois se sont préoccupés de l’évaluation des résultats obtenus avec cette mesure. Entre autres, ils ont mis sur pied un certain nombre de commissions d’enquêtes ou groupes de travail qui se sont intéressés, principalement ou en partie, à cette mesure. Pensons d’abord au rapport Batshaw (1975), puis aux rapports Charbonneau (1982), Harvey (1988, 1991), Rochon (1987) et Jasmin (1992, 1995), soit un rapport à tous les trois ans qui suggère des recommandations sur les internats sans compter la récente politique de la santé et du bien-être (ministère de la Santé et des Services sociaux, 1992). De plus, il ne faut pas oublier les nombreux rapports ministériels et les divers énoncés de politiques. Il serait inutile de les énumérer tous, mais pensons à quelques thèmes qui reviennent régulièrement, les coûts, les durées de séjour, la clientèle et, en particulier, pensons à certains qui traitent spécifiquement des alternatives au placement en internat, les foyers de groupe (1973), les ressources alternatives au placement (1980) et les solutions de rechange en matière de placement (1994). Quant aux politiques, pensons à la durée du placement, à l’autosuffisance régionale, au virage ambulatoire, etc. De plus, les gestionnaires ont encouragé, directement ou indirectement (à travers le Conseil québé-

¹ Professeur titulaire, École de psychoéducation, Groupe de recherche sur les adolescents en difficulté, Université de Montréal, CP 6128 Succ. Centre ville, Montréal, Québec, Canada, H3C 3J7, tél : (514) 343-6111 #2512, c.é. : leblancm@ere.umontreal.ca

cois de la recherche sociale par exemple), des recherches scientifiques, peu nombreuses il va sans dire, pour évaluer l'efficacité de l'interne (voir les bilans de Le Blanc, 1985a, 1994).

Il n'est pas de notre intention de résumer et de commenter dans ce texte l'ensemble de ces travaux qui comprennent tous une certaine forme d'évaluation de la situation du système d'aide aux enfants et aux adolescents en difficulté. Plutôt, il s'agit, d'abord, de rappeler les principales étapes de notre expérience de vingt-cinq ans de pratique de la recherche évaluative. Ensuite, il convient de résumer les résultats les plus marquants de ces travaux, tout au moins ceux qui ont ou qui auraient dû influencer les politiques à l'égard du placement des enfants et des adolescents en difficulté. Nous enchaînerons, par la suite, avec des exemples des effets pervers des résultats de ces recherches ou des perversions, sinon de l'ignorance, de ces derniers par les gestionnaires.

Vingt-cinq ans de recherches évaluatives

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons, dans le sillage de l'étude comparative d'internats de Cusson (1971), entrepris des travaux sur la façon dont les intervenants prenaient la décision de placer un adolescent en internat, en particulier l'identification des critères utilisés, ceci à la demande du Mont Saint-Antoine (Le Blanc et Brousseau, 1974).

Parallèlement, en 1972, lors d'une Commission parlementaire sous la présidence de Claude Castonguay, Boscoville vient rappeler qu'il a conçu un programme de rééducation innovateur et d'excellente qualité, programme dont le taux de récidive est particulièrement faible. À la suite d'un échange, le Ministre suggère, avec insistance, que Boscoville devrait réaliser une évaluation scientifique de son efficacité. Pour répondre à la suggestion du Ministre, la direction de Boscoville demande à un groupe de professeurs des départements de Criminologie et de Psychologie de préparer un projet d'évaluation de Boscoville. J'obtiens, en 1974 avec Maurice Cusson et Pierre A. Achille, des subventions de fondations et de ministères fédéraux et provinciaux pour réaliser une évaluation longitudinale de la qualité de la mise en œuvre du programme de Boscoville et des résultats obtenus en terme d'adaptation sociale ultérieure au séjour, mais également des changements au niveau de la personnalité des délinquants.

En 1974-1975, l'évaluation de Boscoville suit son cours. Par ailleurs, le Comité Batshaw commande un recensement de la clientèle de tous les internats du Québec (Le Blanc, 1975). Parallèlement, Boys' Farm, l'internat pour adolescents en difficulté

anglophones, demande une évaluation similaire à celle conduite à Boscoville. Cette évaluation est entreprise avec le concours de ministères fédéraux et provinciaux et de la Fondation Boys' Farm. Elle est intéressante parce qu'elle permet de comparer le modèle psychoéducatif de rééducation avec le modèle différentiel californien tel qu'appliqué à Boys' Farm. Parallèlement, Reichertz (1978) faisait une comparaison de plusieurs internats anglophones.

Au cours des années qui ont suivi, de nombreuses publications sont issues de ces travaux. En particulier, la synthèse des travaux à Boscoville (Le Blanc, 1983a) et à Boys' Farm (Brill et Le Blanc, 1978), la comparaison de ces deux modèles (Le Blanc, 1983b) et la comparaison des résultats de la probation et de plusieurs internats, données qui provenaient de ces travaux mais également d'études longitudinales parallèles sur des adolescents judiciarisés et conventionnels (Le Blanc, 1985b, 1986).

Par contre, à partir du début des années 1980, nous nous sommes intéressés à l'évaluation du fonctionnement des tribunaux pour mineurs et, particulièrement, à la comparaison de l'impact de la déjudiciarisation et de la judiciarisation (Le Blanc et Beaumont, 1989). Après avoir participé à l'évaluation du centre d'accueil de l'avenir mis sur pied pour actualiser des recommandations du rapport Batshaw, Habitat-Soleil (Marineau et Le Blanc, 1979), c'est à la demande de ce centre d'accueil, puis de la Commission Rochon, que nous avons entrepris l'évaluation de l'instauration des mesures alternatives à l'internat au cours des années 1980 (Le Blanc et Beaumont, 1987). Ces activités ont été complétées par une évaluation de plusieurs ateliers de travail pour adolescents en difficulté à travers le Québec (Le Blanc et Trudeau-Le Blanc, 1988, 1989). À la même époque, Messier (1989) réalisait une étude sur le traitement des troubles de comportement des adolescents en centre d'accueil.

Finalement, à l'occasion d'une nouvelle recherche longitudinale sur les adolescents judiciarisés des Centres jeunesse de Montréal, nous sommes revenus sur la question de la place de l'internat, ceci à travers des travaux sur l'analyse de la clientèle protégée et contrevenante (Le Blanc et al. 1995), de la probation (Le Blanc et al. 1994) et des limites de la désinstitutionnalisation (1995, 1997).

Les interactions entre ces recherches et les gestionnaires et les éducateurs se sont réalisées de plusieurs manières. D'abord, elles se sont accomplies à travers le livre et de nombreux rapports de recherche et articles scientifiques. Ensuite, plusieurs conclusions ont été véhiculées par les médias, cela sans compter les conférences et les formations. Il ne faut pas oublier les rencontres impromptues avec des gestionnaires et des éducateurs et les conversations qui ont eu lieu après le « on m'a dit que tu avais dit que ... » ou le « J'ai lu que... » ou le « ce que tu dis n'a pas de bon sens ». Toutefois, tous ces types d'interactions laissaient une large place à l'interprétation personnelle des résultats de recherche. Voilà la plus grande limite du transfert des connaissances. Comment faire autrement sinon en devenant soi-même un gestionnaire ? Les interprétations peuvent donc dépasser la portée des résultats ; elles peuvent même être de partiellement à totalement erronées selon les impératifs politiques et administratifs

du moment. Avant de donner quelques exemples de ces interprétations, il convient de remettre la pendule à l'heure par un rappel des résultats de ces travaux, en particulier ceux qui sont les plus significatifs pour les politiques à l'égard de l'internat.

Résultats des recherches évaluatives, effets pervers et perversions

[Retour à la table des matières](#)

Cette section sur les effets pervers et les perversions des résultats de la recherche évaluative traite de certaines de ces conséquences dans trois domaines. Il s'agit d'abord du domaine de la décision du placement ; comme nous le verrons, l'intention n'a pas toujours été suivie par l'action dans ce domaine. Il s'agit ensuite du domaine des mesures alternatives à l'internat où l'action s'est finalement transformée en contradiction. En ce qui concerne le domaine de l'efficacité de l'intervention, il faut noter que les déceptions occasionnées par des résultats paradoxaux n'ont pas été garantes de l'amélioration de la réadaptation. En dernier lieu, pour ce qui est de la réinsertion sociale à la suite d'un séjour en internat, il faut constater que l'absence de cette étape n'est pas sortie de l'oubli encore aujourd'hui.

La décision de placement, de l'intention à l'inaction

Nos travaux sur la décision de recommander un placement en internat ont montré que les décideurs, devant une même histoire de cas, arrivaient à une décision partagée entre l'internat et la probation (Le Blanc et Brosseau, 1974). Cette décision était envisagée avec le support d'une demi-douzaine de critères. Toutefois, le contenu et la séquence du choix des critères variaient énormément entre les décideurs et la décision n'était confirmée qu'après la consultation de la plupart des informations contenues dans l'histoire de cas. Un peu plus d'une dizaine d'années plus tard, nos travaux sur l'efficacité comparative de la déjudiciarisation et de la judiciarisation viennent confirmer le caractère erratique de la prise de décision. En effet, Le Blanc et Beaumont (1989) montrent que l'efficacité relativement équivalente de ces stratégies s'explique par le fait que les décideurs utilisent la déjudiciarisation à la fois pour des cas bénins et des cas graves, des adolescents plus jeunes et plus âgés, des récidivistes et des non-récidivistes. Plus récemment, nos travaux (Le Blanc, 1995) ont montré que le placement, qui est habituellement en cascade, lequel consiste à appliquer, à mesure que l'adolescent résiste aux interventions, une mesure de plus en plus restrictive de

liberté, conduit à une bonne adéquation entre la gravité des difficultés des adolescents et le niveau d'encadrement que représente la mesure. Ainsi, la distribution des adolescents dans les divers internats n'apparaît donc pas, compte tenu de l'âge des adolescents, comme le résultat d'une décision appropriée au bon moment et le plus rapidement possible dans la vie de l'individu.

Voilà un exemple de travaux qui n'ont pas eu d'effets notables sur les pratiques. En effet, ils auraient pu suggérer aux gestionnaires de mettre en place des procédures de prise de décision et d'évaluation clinique des besoins des adolescents en difficulté qui soient plus systématiques et plus rigoureuses. Par contre, depuis vingt ans, tous les groupes de travail sur les enfants en difficulté, de Batshaw (1975) à Jasmin (1995), recommandent une amélioration de la prise de décision et de l'évaluation clinique. Il existe pourtant, et cela depuis plusieurs années, des grilles de décision pour les adolescents en difficulté (voir la recension de Le Blanc, 1997a) et des instruments construits selon des critères scientifiques rigoureux (par exemple le MASPAQ, Le Blanc, 1996). Pourquoi ce retard à les utiliser, sinon cette ignorance, quand tous, des groupes de travail aux gestionnaires et aux intervenants, reconnaissent qu'il faut accélérer la prise de décision et systématiser l'évaluation clinique pour régulariser le flux dans le système d'aide et pour mieux répondre aux besoins des adolescents.

Les alternatives à l'internat, de l'action à la contradiction

[Retour à la table des matières](#)

Il y a plus de vingt ans, nous concluions, dans le cadre d'une étude commandée par le Comité Batshaw, qu'environ 50% des enfants et adolescents placés en internat ne manifestaient pas des difficultés suffisantes pour justifier un placement de cette nature, qu'il s'agisse de leurs comportements ou de leur situation familiale ou scolaire (Le Blanc, 1975). Une décennie plus tard, nous recensons plus d'une centaine de programmes d'intervention dans la communauté (Le Blanc et Beaumont, 1987). Ces programmes concernaient le développement de mesures nouvelles comme le foyer de groupe, la famille d'accueil spécialisée, le centre de jour, l'atelier de travail et l'assistance éducative dans la communauté. Au cours des années 1990, nous démontrions que les difficultés comportementales et psychologiques des adolescents protégés et contrevenants s'aggravaient et que leurs familles se détérioraient (Le Blanc et al. 1995). Par ailleurs, les analyses de Le Blanc (1994) ont montré que très peu d'adolescents en difficulté pouvaient être déplacés des internats vers des mesures dans la communauté, ceci parce que leur degré d'inadaptation était très significatif (par exemple : près de la moitié d'entre eux étaient des échecs des mesures antérieures,

dont des placements). Toutefois, un bon nombre d'adolescents placés dans des mesures dans la communauté manifestaient déjà une inadaptation tellement sérieuse qu'ils auraient, tôt ou tard, besoin d'un placement en internat.

Plus récemment, nous estimions, selon que l'on adopte un calcul conservateur ou optimiste, qu'entre 1500 et 2000 enfants et adolescents sur plus de 6000 sous la responsabilité des Centres jeunesse de Montréal ne présentent pas des besoins suffisamment importants pour justifier une intervention professionnelle (Le Blanc, 1997b). Une intervention dans les écoles ou dans les familles, par les CLSC ou par les organismes communautaires, serait probablement suffisante. Les centres d'accueil, puis les centres jeunesse, ont ainsi voulu pallier l'absence des CLSC dans le domaine de la jeunesse, la faiblesse des services spécialisés dans les écoles, le sous-financement des organismes communautaires pour la prise en charge des enfants, des adolescents et des familles dans leur communauté et l'insouciance des villes face aux besoins en développement socioculturel des enfants et des adolescents. Les centres jeunesse peuvent-ils se permettre cette générosité ? Les centres jeunesse devraient peut-être se concentrer sur les clients les plus démunis parce qu'ils requièrent les services les plus spécialisés.

Notre conclusion de 1975 sur l'utilisation abusive de l'interne justifiait donc la recherche de mesures alternatives. Compte tenu du discrédit dont souffrait l'interne, on pense ici aux travaux américains de l'époque qui concluaient que rien ne marche dans le domaine correctionnel (qui ont amplement été contredits depuis) et à l'expérience du Massachusetts qui fermait ses internats de plusieurs centaines d'adolescents pour les remplacer par de petits internats et des mesures alternatives (de manière erronée, des gestionnaires véhiculaient très souvent au Québec que tous les internats avaient été fermés et remplacés par d'autres mesures). L'effet attendu de notre conclusion initiale et de ce contexte a été la mise en place d'alternatives à l'internat par les centres d'accueil, très fortement encouragés en cela par le ministère de la Santé et des Services sociaux. Cette stratégie s'est avérée fructueuse parce qu'il y a eu une diminution substantielle du nombre d'adolescents placés en internat selon Le Blanc et Beaumont (1987).

L'effet pervers de cette évolution était que beaucoup plus d'adolescents étaient pris en charge par les centres d'accueil que dix ans auparavant, alors que la population générale des adolescents était en diminution. Le filet que représente le réseau des centres d'accueil s'était donc élargi. Cette évolution s'explique par le fait que les internats étaient devenus des centres de services qui offraient, toute ou une partie seulement, de la gamme des nouvelles mesures dans la communauté. Les gestionnaires ont alors inventé les catégories "admis" et "inscrits" pour distinguer ceux qui demeurent au centre d'accueil des autres et attribuer les budgets en conséquence.

La perversion des connaissances par les gestionnaires est venue dix ans plus tard. Elle a été préparée par le Rapport du Comité consultatif sur le développement de solutions de rechange en matière de placement d'enfants (1994). Celui-ci affirme que le

placement « est une mesure surutilisée au Québec ». Par contre, sa démonstration n'est pas convaincante. Le Comité signale que 55% des enfants pris en charge sont placés (40% en famille d'accueil et 15% en centre de réadaptation). Cette dernière proportion n'apparaît pas excessive. Par contre, le Comité ne présente pas des données comparatives récentes, crédibles et touchant l'ensemble des clientèles que doivent desservir les centres jeunesse du Québec, ainsi que concernant la situation dans d'autres provinces ou d'autres pays. De telles données auraient permis de relativiser son jugement sur la situation québécoise. En ce qui concerne les contrevenants, les données de Statistique Canada contredisent le Comité consultatif du ministère de la Santé et des Services sociaux. En effet, Carrington et Moyer (1994) montrent que le Québec affiche le taux de mise sous garde des contrevenants le plus bas de toutes les provinces canadiennes, et cela de loin. Ce taux demeure parmi les plus faibles même si l'on tient constant le taux de demandes d'intenter des procédures de la part des policiers et le taux de comparution devant la Chambre de la jeunesse. Ce taux le plus bas de mise sous garde s'observe pour la garde fermée et il demeure parmi les plus faibles pour la garde ouverte. A la décharge du Comité consultatif, le recensement de la clientèle des centres d'accueil du Québec de Messier et al. (1992) montre que la région de Montréal admet en centre de réadaptation davantage d'adolescents que les autres régions du Québec, mais c'est également la région dont la proportion des inscrits à des services externes est la plus élevée. Par contre, il ne faut pas oublier le contexte particulier de la Communauté urbaine de Montréal : une métropole nord-américaine où les poches de pauvreté sont endémiques ; dont l'échelle est sans commune mesure avec celle des autres villes du Québec ; où l'immigration est très importante ; qui est marquée par la détérioration de l'emploi ; dont les taux de Problèmes sociaux sont les plus élevés au Québec (criminalité, grossesses adolescentes, etc.), etc.

Cette doctrine de la désinstitutionnalisation a été encouragée par la politique de la santé et du bien-être (ministère de la Santé et des Services sociaux, 1992) et les compressions budgétaires actuelles. Elle s'est manifestée sous la forme de la politique du virage milieu adoptée par les Centres jeunesse de Montréal. Pour les adolescents, elle prend plusieurs formes, dont la fermeture de Boscoville et le déplacement de certaines unités de cet internat à la Cité-des-Prairies (milieu sécuritaire) et d'autres unités au Mont Saint-Antoine (milieu ouvert), la fermeture de certains foyers de groupe, entre autres pour les mères adolescentes, etc. Cette politique pourrait être présentée comme une étape nouvelle de la désinstitutionnalisation qui a été lancée par le rapport Batshaw il y a vingt ans. Par contre, nous avons soutenu (Le Blanc, 1997b) que cette stratégie est en totale contradiction avec une valeur fondamentale de l'intervention au Québec, qu'elle va à l'encontre des connaissances scientifiques et qu'elle ne repose pas sur une démarche de planification adéquate des services.

Pour ce qui est de l'intervention auprès des adolescents, le Québec a toujours soutenu qu'il vaut mieux traiter que punir et qu'il est préférable de le faire en milieu ouvert qu'en milieu fermé (voir une expression récente de cette valeur dans le rapport Jasmin, 1995). Boscoville a été fondé il y a une cinquantaine d'années pour sortir les

adolescents des prisons et des pénitenciers et pour démontrer que les clôtures ne sont pas nécessaires pour la très grande majorité des adolescents en difficulté (Rumilly, 1978). Cette attitude fondamentale s'est encore manifestée, il y a quelques années. L'Assemblée nationale du Québec a voté unanimement une résolution pour demander au gouvernement fédéral de ne pas amender la Loi sur les jeunes contrevenants de manière à ce qu'elle devienne davantage punitive. Le transfert d'adolescents placés en milieu ouvert dans un environnement sécuritaire constitue donc une violation inacceptable de cette valeur. À notre connaissance, il n'y a aucune démonstration à l'effet que ces adolescents auront besoin de plus de sécurité physique après la fermeture de Boscoville qu'avant.

Si le virage milieu des Centres jeunesse de Montréal viole une valeur fondamentale de la réadaptation, il constitue également une stratégie organisationnelle contre-productive. En effet, les connaissances professionnelles (entre autres l'expérience du Massachusetts) et scientifiques montrent que les meilleurs résultats sont obtenus dans des internats de petite dimension, il s'y crée une communauté thérapeutique véritable (Stein, 1995). La stratégie organisationnelle de la direction des Centres jeunesse de Montréal est totalement en contradiction avec ces connaissances ; elle agrandit un internat sécuritaire et un internat ouvert ; elle rend donc plus difficile la mise en place d'un milieu thérapeutique. Sur le plan administratif et budgétaire, cette stratégie est probablement la solution la meilleure, mais l'organisation ne doit-elle pas être au service de la réadaptation dans le domaine de l'adolescence en difficulté comme c'était le cas avant.

Finalement, le virage milieu pourrait être justifiable s'il était démontré que les besoins des adolescents en difficulté s'atténuent, que les familles ou l'école peuvent adéquatement s'occuper de ces adolescents et qu'il y a un nombre significatif d'adolescents en difficulté qui sont placés en internat malgré des problèmes qui ne justifient pas ce type de mesure. En somme, si une analyse rigoureuse des besoins avait justifié le virage milieu, celui-ci deviendrait le résultat d'une planification rationnelle des services. Cette analyse des besoins n'existe pas à notre connaissance. Par ailleurs, les résultats de nos travaux (Le Blanc, 1995) montrent clairement que les besoins des adolescents en difficulté, tout au moins ceux judiciairisés au début des années 1990, s'aggravent, que les familles sont plus débordées, que l'école offre moins de services et qu'il y avait une correspondance adéquate entre les besoins de la clientèle et les services offerts en internats. En somme, l'analyse des besoins des adolescents judiciairisés à Montréal ne peut absolument pas justifier le virage milieu pour cette clientèle. La désinstitutionnalisation qui était si nécessaire antérieurement devient une stratégie en totale contradiction avec les connaissances et les besoins des adolescents en difficulté.

L'efficacité de l'internat, de la déception à la détérioration

[Retour à la table des matières](#)

Il ne convient pas de résumer l'ensemble des résultats des recherches évaluatives sur Boscoville (Le Blanc, 1983a) et Boy's Farm (Le Blanc, 1983b) parce que cela nécessiterait plus que l'espace alloué à ce chapitre (voir également Le Blanc, 1994, pour un résumé des recherches et des travaux d'étudiants). Nous avons retenu quatre thèmes qui demeurent particulièrement d'actualité, à savoir les intervenants, la durée du séjour en internat, l'efficacité de cette mesure et la réinsertion sociale.

Les éducateurs, de l'encadrement à la dissociation

[Retour à la table des matières](#)

L'évaluation de Boscoville a montré que l'internat psychoéducatif disposait d'un avantage certain sur les autres. Il alliait une conception théorique, un milieu physique, un programme, un système clinique et un personnel qui formaient un tout homogène. Il en résultait, selon les données comparatives analysées, une qualité de mise en oeuvre de l'intervention qui dépassait largement ce qui se faisait ailleurs au Québec et dans d'autres pays. À l'analyse, particulièrement à partir de la comparaison avec Boys' Farm, il est apparu que ce qui faisait la différence, c'était la formation et l'encadrement du personnel. À Boscoville, il y avait des conditions favorables pour l'acquisition du savoir, la maîtrise du savoir-faire et le développement du savoir-être. L'éducateur était reconnu comme l'instrument principal de la rééducation des adolescents en difficulté.

Au niveau du savoir, les connaissances étaient acquises pendant que le futur psychoéducateur était stagiaire de façon intensive ; elles étaient transmises, entre autres, par des personnes qui avaient été ou qui étaient encore des éducateurs ou des gestionnaires ; et elles s'appliquaient de manière relativement immédiate à l'action éducative. Au niveau du savoir-faire, il y avait un processus d'apprentissage progressif des différentes tâches de l'éducateur, par exemple l'accompagnement dans le suivi d'un adolescent, et il y avait un esprit d'innovation en raison de la présence sur place d'une équipe de personnes dont la responsabilité était l'amélioration du programme. Au niveau du savoir-être, l'éducateur acquérait ce que Gendreau (1978) a appelé des schèmes rela-

tionnels, des façons d'être, cela à travers des supervisions et la participation à une activité thérapeutique obligatoire, de nature individuelle ou de groupe.

Aujourd'hui tous reconnaissent encore que l'éducateur est l'instrument principal de l'intervention. Par contre, le futur éducateur, comme l'ensemble du personnel éducatif, vit la dissociation. Le savoir est acquis à l'université et, il faut le reconnaître, il n'est pas toujours, ni de manière immédiate ou lointaine, pertinent à l'action éducative. Le savoir-faire est acquis lors de stages de plus en plus courts et tardifs au cours de la formation. Ces stages, en plus, ont lieu dans des milieux éloignés de l'université, pas seulement physiquement mais également intellectuellement, et les supervisions sont assumées la plupart du temps par d'autres praticiens que ceux du lieu même du stage, et portent souvent sur un savoir-faire qui est incomplet sinon dépassé. En plus, tous, enseignants et praticiens, s'attendent à ce que les futurs éducateurs accomplissent l'intégration du savoir et du savoir-faire qu'ils ont peut-être de la difficulté à réaliser eux-mêmes. La dissociation s'accroît encore par le fait que le savoir-être, qui constitue le souffle de l'éducateur comme instrument principal de l'intervention, n'est pas pris en charge, ni par l'université ni par le milieu de pratique. Il n'y a pas de sélection des futurs éducateurs sur les habiletés reliées au savoir-être, les schèmes relationnels par exemple ; la sélection de la part des employeurs n'est pas plus systématisée dans ce domaine ; les supervisions sur le savoir-être ne sont plus une pratique courante ; le développement personnel des employés ne reçoit aucune attention, cela même s'ils reçoivent régulièrement de nouvelles formations ; elles sont de fait des séances d'information plutôt qu'un entraînement systématique ; etc.

En somme, les résultats de la recherche évaluative illustrent un modèle pertinent pour la formation des éducateurs, et même des autres intervenants du domaine de l'inadaptation des jeunes, et maintenant les éducateurs, futurs comme nouveaux et anciens, sont littéralement laissés à eux-mêmes. Il n'y a pas de mécanisme d'apprentissage supervisé de la tâche et de ses subtilités et il n'y a pas non plus de structure de compensation pour la lourdeur que représente le travail auprès des adolescents en difficulté.

La durée du séjour, du raisonnable à l'excessif

[Retour à la table des matières](#)

Au moment où a débuté l'évaluation de Boscoville, les mauvaises langues disaient que les bons résultats obtenus par cet internat s'expliquaient par la sélection. Boscoville n'accueillait que les meilleurs cas, c'est-à-dire les plus intelligents et les moins inadaptés. Par contre, nos résultats ont montré, malgré un nombre significatif d'adolescents refusés ou qui quittaient volontairement Boscoville, que cette accusation ne pouvait être confirmée empiriquement. La sélection n'était pas une explication significative des résultats obtenus. De plus, deux résultats importants ont été mis au jour. Premièrement, les adolescents qui séjournaient à Boscoville plus de deux années ne

faisaient plus de gains à partir de ce moment-là en terme de développement psychologique. Deuxièmement, les gains étaient obtenus après un séjour d'une durée de séjour de douze à quinze mois selon les individus.

Ces résultats supportaient une autre façon de faire progresser la politique de la désinstitutionnalisation énoncée par le rapport Batshaw. La longueur excessive des séjours en internat a été confirmée par une étude sur l'ensemble des centres d'accueil du Québec (Ménard, 1981) et, en conséquence, une politique est venue bannir les séjours de plus de deux ans. Cette politique était donc raisonnable. Elle permettait quand même d'ajuster la durée du séjour aux besoins des adolescents. parce qu'elle donnait une marge de manœuvre suffisante aux éducateurs, la période de douze à quinze mois selon les résultats de l'évaluation de Boscoville. De plus, elle était intéressante parce qu'elle permettait une période pour la consolidation des acquis, une période de six à douze mois selon les besoins spécifiques des adolescents. Par contre, les psychoéducateurs étaient déçus des résultats de recherche et de la politique parce qu'ils poursuivaient l'objectif de la rééducation totale et qu'ils soutenaient que la période des gains est suivie par une période de consolidation des acquis qui peut être plus longue.

Au début des années 1980, les impératifs cliniques et organisationnels étaient donc rencontrés. Les résultats de la recherche avaient donné lieu à une politique raisonnable. Par contre, tous les gestionnaires et praticiens qui œuvrent aujourd'hui dans les mesures résidentielles reconnaissent qu'un séjour de plus d'une année est maintenant rare. Les seules séries statistiques disponibles concernent les jeunes contrevenants du Québec (Jasmin, 1995). En 1984-1985, les placements sous garde en milieu fermé de six mois et moins représentaient 55% des cas et en 1993-1994 ils comptaient pour 80% des cas. Il en va de même pour les placements sous garde en milieu ouvert, puisqu'en 1984-1985 ils représentaient 36% des décisions en comparaison de 82% des décisions en 1993-1994. Le réseau d'aide aux adolescents en difficulté a donc continué à favoriser une diminution de la durée du séjour en internat.

Cette diminution des durées de séjour rend donc impossible la réadaptation des adolescents en difficulté puisque nos travaux montrent que l'on ne peut pas espérer des changements significatifs avant une année. Il s'agit donc d'une perversion grave d'une politique raisonnable compte tenu du niveau d'inadaptation sociale et personnelle des adolescents judiciarisés que nous avons décrits (Le Blanc et al. 1995). Par exemple, 63% des adolescents protégés par le tribunal avaient déjà fait l'objet de mesures, alors que 40% des jeunes contrevenants étaient dans la même situation.

L'efficacité de l'internat, de l'idéal à la réalité

[Retour à la table des matières](#)

Boscoville proposait un traitement bien conçu et appliqué par un personnel compétent ; le milieu de vie était sain et le programme mis en oeuvre avait un très haut niveau de qualité. Les résultats attendus étaient en proportion et Boscoville soutenait qu'ils étaient excellents et que le modèle psychoéducatif s'appliquait à tous les adolescents en difficulté.

Les résultats, à première vue, étaient excellents. Les adolescents en difficulté y faisaient des gains statistiquement significatifs pendant leur séjour, cela en termes d'adaptation sociale et psychologique. Ces acquis pouvaient être attribués au traitement parce qu'ils excédaient ceux des adolescents non traités ou ceux d'adolescents placés dans d'autres internats. Ils dépassaient donc ce qui pouvait provenir de la maturation naturelle au cours de l'adolescence. Par contre, les évaluations de Boscoville et de Boys' Farm démontraient que la personnalité des jeunes délinquants n'était pas transformée. Contrairement aux aspirations des éducateurs, même dans les internats qui réunissaient les meilleures conditions, la personnalité n'était qu'améliorée, son développement ne semblait qu'accéléré. Après le séjour à Boscoville, ces gains se manifestaient par un niveau de récidive plus faible (Le Blanc, 1986) et par une meilleure intégration sociale que dans d'autres internats (Le Blanc, 1983a). S'il y avait récidive, elle était plutôt rapide, moins de la moitié des anciens de Boscoville passaient à l'acte dans les deux années qui suivaient leur départ. Elle était parfois plus grave, c'est-à-dire caractérisée par les délits plus sérieux. Il y avait des différences importantes suivant que le traitement avait été complet ou non et ceci à l'avantage de ceux qui allaient jusqu'au bout. Finalement, et c'est sûrement un résultat important, la récidive ne dépendait pas du niveau d'amélioration du fonctionnement psychologique pendant le traitement, elle était beaucoup plus déterminée par les circonstances de la vie après le séjour en internat. Nos travaux montraient que le style de vie adopté, particulièrement s'il se caractérisait par l'inactivité, les amis délinquants, l'usage de drogue et/ou d'alcool, etc., déterminait la nature de l'adaptation sociale après le séjour à Boscoville. Il était également apparu à Boys' Farm qu'un processus d'insertion sociale qui impliquait un support réel de la part de l'internat, permettait de limiter la régression sur le plan du fonctionnement psychologique qui était fréquente après le séjour en internat.

Soulignons, en rétrospective, que les résultats obtenus apparaissent maintenant parmi les meilleurs. En effet, Boscoville réduisait la récidive de 18%, ce qui est dans le champ des meilleurs traitements actuels qui affichent autour de 20% de réduction de la récidive (Lipsey, 1997). Il faut également indiquer que le Boscoville classique pourrait être caractérisé comme appartenant à la famille des interventions cognitives-comportementales par l'organisation du milieu basée sur un système de responsabilité,

par le contenu des activités qui renforçaient les habiletés sociales et par la fixation d'objectifs de comportement dont l'atteinte était évaluée régulièrement. C'est justement cette famille d'intervention qui obtient actuellement les meilleurs résultats.

Par contre, quelques résultats ont été très décevants pour les psychoéducateurs. D'abord, la théorie des étapes de Jeannine Guindon (1970) s'est avérée valide uniquement dans le domaine des activités et elle n'a pas été confirmée dans le domaine relationnel. En plus, les adolescents ne traversaient pas les quatre étapes, ils arrivaient à un stade, pas nécessairement le premier, et ils ne gagnaient par la suite que le stade adjacent. Ensuite, les changements obtenus indiquaient une amélioration significative du fonctionnement social et psychologique des adolescents, mais pas une transformation, une rééducation, comme attendue.

Le résultat le plus décevant a certainement été ce que nous avons nommé l'effet différentiel. Boscoville affirmait que le modèle psychoéducatif s'appliquait à l'ensemble des adolescents en difficulté ; par contre, nos résultats montraient que l'intervention avait définitivement davantage de succès avec les adolescents qui affichaient des caractéristiques névrotiques qu'avec ceux qui étaient les plus égocentriques. Ces derniers résultats étaient confirmés par nos travaux à Boys' Farm (Le Blanc, 1983b). Depuis, il est mieux connu que l'application d'une méthode bien conçue et bien maîtrisée par un personnel compétent ne donne pas des résultats uniformes avec tous les adolescents (Le Blanc, 1990). Certains types d'adolescents en difficulté répondent bien à une méthode comme le Boscoville classique, tandis que d'autres ne répondent pas à ce type d'intervention.

Ces conclusions ont été bien accueillies par les détracteurs de Boscoville, et surtout de l'internat en général, et elles ont contribué à créer un nouveau mythe, "la psychoéducation, ce n'est pas aussi bon que cela", pour remplacer l'ancien, "Boscoville n'accueille que les meilleurs cas et c'est pour cela qu'il a de bons résultats". La perversion des résultats de la recherche évaluative a été de discréditer le modèle psychoéducatif, cela chez les gestionnaires et parmi l'ensemble des éducateurs. Ce discrédit a été renforcé par d'autres facteurs ; pensons au changement radical d'orientation de l'École de psychoéducation au milieu des années 1980, aux conflits entre les internats, à l'accélération de la désinstitutionnalisation au début des années 1980 et à beaucoup d'autres.

L'effet pervers de ces résultats de la recherche évaluative a été principalement de déstabiliser Boscoville et de décourager les éducateurs. Ils ont perdu confiance en la théorie des étapes pour guider leur action ; ils ont tenté d'introduire des modèles d'intervention totalement différents sans la conviction et le support adéquats ; ils se sont lancés dans l'expérimentation de mesures alternatives à l'internat (psychoéducateur à l'école, bateaux, point de service au centre-ville, initiation au travail, etc.), cela sans compter toutes les errances de la direction.

Le résultat final de ce processus a été que le modèle psychoéducatif est devenu diffus, cela même à Boscoville. Des éléments du modèle sont conservés, d'autres sont oubliés. Ils ne forment plus un tout homogène pour plusieurs raisons, par exemple, même à Boscoville des éducateurs ont été engagés sans une formation en psychoéducation et ceux qui en ont une ne l'ont pas reçue dans le cadre du modèle décrit précédemment. Cette désintégration du modèle se manifeste par les données suivantes. L'analyse du climat d'équipe et du climat social dans les unités de plusieurs internats pour garçons en 1993, dont Boscoville, montrait que ces derniers obtenaient sensiblement les mêmes moyennes (autour de 6 sur 10), alors que Boscoville obtenait de meilleurs résultats à la fin des années 1970 (autour de 8 sur 10) (Le Blanc, inédit). L'envers de cette désintégration du modèle boscovillien, c'est que les internats les plus faibles au cours des années 1970 obtiennent de bien meilleurs résultats maintenant. Ainsi, la prise en charge en internat s'est améliorée tout en s'uniformisant. Voilà une autre perversion. Les résultats différentiels auraient dû amener les gestionnaires à reconnaître la nécessité d'une certaine spécialisation des services pour mieux desservir l'ensemble des adolescents en difficulté. C'est plutôt le réflexe bureaucratique de l'uniformisation qui a prévalu.

En somme, Boscoville poursuivait un idéal, la rééducation totale de tous les adolescents en difficulté, et la réalité était tout autre, une amélioration significative de certains adolescents en difficulté. Cet écart entre l'idéal et la réalité a constitué un choc néfaste. C'était l'effet pervers de la recherche évaluative. Par ailleurs, les autres internats ont progressé vers des services de meilleure qualité en incorporant des composantes du modèle psychoéducatif. Il en a résulté une uniformisation de l'intervention au détriment des besoins particuliers de certaines catégories d'adolescents en difficulté. C'était la perversion des résultats de la recherche évaluative.

La réinsertion sociale, de l'absence à l'oubli

[Retour à la table des matières](#)

A Boscoville, il n'y avait pas de suivi de réinsertion sociale organisé pendant une période donnée. Les éducateurs aidaient les adolescents à préparer leur départ sans plus (où habiter, travailler, étudier, etc.). L'étude du devenir de ces adolescents a montré deux choses. Premièrement, les résultats au terme d'une année après le séjour à Boscoville indiquaient qu'ils dépendaient davantage des conditions de vie pendant cette période que des acquis pendant le séjour. Ils résultaient davantage des relations avec les parents, du travail obtenu, des nouveaux amis, etc. que des habiletés développées durant le séjour. Deuxièmement, si chez certains adolescents il y avait un maintien de leurs acquis du séjour en internat, par contre chez d'autres ces acquis étaient en grande partie effacés. Par ailleurs, l'évaluation de Boys' Farm indiquait qu'un suivi individuel à la suite d'un séjour en internat facilitait la réinsertion sociale.

Il faut noter que la réinsertion sociale, qui était absente ou partielle à la suite du séjour à Boscoville et dans les autres internats, est actuellement totalement tombée dans l'oubli. Elle ne constitue pas une préoccupation pour les gestionnaires et les éducateurs ne la pratiquent que de manière informelle. Par contre, elle est encore recommandée dans le rapport Jasmin (1995) qui suggère la mise en place de programmes expérimentaux de cette nature.

Le développement de l'intervention, Boscoville...

[Retour à la table des matières](#)

Dans ce chapitre, nous avons esquissé une analyse des rapports entre nos recherches évaluatives et les politiques à l'égard de l'internat et l'intervention elle-même au cours des vingt-cinq dernières années. Cette analyse n'est définitivement pas complète ; toutefois, elle montre déjà certaines des difficultés du transfert des connaissances. Difficultés qui découlent de l'interprétation des résultats de la recherche évaluative à la lumière de la formation, de l'expérience et du rôle social de chacun, mais également des contraintes politiques et administratives du moment. Cette analyse identifie certains effets pervers et certaines perversions qui découlent d'un modèle de développement de l'intervention dans lequel la recherche et la pratique sont éloignées l'une de l'autre. Elles obéissent alors chacune aux exigences de leur milieu d'appartenance, qu'il s'agisse de la science, de la gestion ou de l'action éducative. Ces exigences les éloignent davantage qu'elles ne les rapprochent. Comment les réunir ?

Le Boscoville des années 1960 et 1970 a définitivement fait l'intégration de la science et de l'action. En conséquence, il a été à la fine pointe de l'innovation technologique dans le domaine de la réadaptation au Québec et dans le monde occidental. Plusieurs conditions étaient réunies : un esprit, des leaders sur les plans intellectuel et humain, des éducateurs mieux formés, des ressources matérielles et humaines supplémentaires, des adolescents en difficulté, de l'autonomie face aux instances gouvernementales, etc. À mesure que ces conditions se sont estompées, la capacité d'innovation a diminué pour ensuite disparaître de Boscoville. Ce modèle de recherche et développement a fait ses preuves et il continue de le faire. Pensons à plusieurs grands noms de l'intervention d'hier, Makarenko, Aichorn, Redl et Bettelheim, et d'aujourd'hui, Patterson et Hawkins, qui ont su réunir des conditions semblables à celles qui se retrouvaient jadis à Boscoville. Ces conditions devraient donc guider le ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi que ses établissements parce qu'il est bien connu que sans recherche et développement les organisations pourrissent.

Dans le domaine de l'intervention psychosociale, il faut donc totalement intégrer la recherche et le développement à un milieu d'intervention qui assume quotidiennement une clientèle ; il faut donner à ce milieu un mandat précis à cet égard et des ressources supplémentaires ; il faut constituer une équipe avec les cliniciens et les gestionnaires les mieux formés, les plus motivés et les plus créatifs ; il faut les entourer des meilleures compétences professionnelles ; il faut réunir les chercheurs les plus expérimentés ; il faut donner à cet organisme le maximum d'autonomie administrative et clinique. Cette description, c'est justement celle d'un hôpital universitaire du domaine de la santé qui se distingue ainsi des autres hôpitaux.

Un institut de recherche est un pas en avant dans la bonne direction, mais il représente encore un net clivage entre la recherche et l'intervention. Ce clivage se manifeste, premièrement, par l'écart entre son mandat et les besoins diversifiés de la clientèle des centres jeunesse. Son mandat, la violence, est à la fois trop large, il s'agit d'un phénomène aux contours flous qui peut englober toutes sortes d'attitudes et de comportements marginaux, du racisme à l'homicide, et également trop spécifique, les comportements violents ne sont qu'une des multiples manifestations du syndrome de la conduite marginale. Son mandat équivaut donc à mettre sur pied un hôpital universitaire uniquement dédié aux maladies cardiaques. Ce n'est pas la situation actuelle dans le domaine de la santé. Le mandat d'un institut universitaire, comme celui des hôpitaux universitaires, devrait être celui de dispenser des services de pointe. Les centres jeunesse, comme les hôpitaux, devraient peut-être laisser à d'autres, CLSC, écoles, villes et groupes communautaires, les services de prévention et de première ligne.

Le clivage entre la recherche et la pratique est accentué, deuxièmement, par le fait que chercheurs et intervenants ne sont pas conjointement responsables d'une clientèle. Contrairement aux médecins, ils ne sont pas contraints de soigner et de développer l'intervention simultanément. Les chercheurs et les praticiens d'un institut universitaire peuvent alors se retrancher confortablement derrière les exigences de la pratique ou de la science et ne collaborer que superficiellement. La responsabilité conjointe d'une clientèle, comme l'expérience de Boscoville et d'autres expériences l'ont montré, favorise la responsabilisation et l'intégration des chercheurs, des gestionnaires et des intervenants.

Le clivage entre la recherche et la pratique n'est pas atténué par la création des instituts universitaires, troisièmement, parce que l'on a favorisé un modèle bureaucratique plutôt qu'un modèle de recherche et développement. Le modèle bureaucratique favorise une distribution des compétences à travers l'ensemble d'un établissement, ici les praticiens les plus compétents et les plus créatifs d'un centre jeunesse, et l'utilisation des expertises comme d'un appoint, ici les chercheurs qui sont appelés pour conseiller sur des activités propres à la recherche, revue de littérature et méthodes de recherche. Le modèle de la recherche et développement, pour sa part, implique la concentration des compétences pratiques, les intervenants les plus compétents, les plus motivés et les plus créatifs, et scientifiques, les chercheurs les plus compétents et

les plus motivés. Ce n'est pas le cas dans le domaine de la réadaptation actuellement. Le Boscoville des années 1960 et 1970 a illustré les succès de ce modèle comme le font toujours les hôpitaux universitaires.

Si les avenues pour réduire le clivage entre la recherche et l'action sont connues, il ne manque que la volonté politique et administrative pour s'y engager. Il est donc possible de rassembler les leaders sur les plans intellectuel et humain qui sont disponibles, les éducateurs compétents, motivés et créatifs qui sont facilement identifiables, les ressources matérielles et humaines supplémentaires qui peuvent être réaffectées à un tel projet, les adolescents en difficulté qui ne manquent pas, des lieux physiques qui sont disponibles et il est possible de donner l'autonomie administrative suffisante à un tel projet. Certains diront que les fonds manquent en cette période de compressions budgétaires. La recherche et développement est peut-être l'un des meilleurs moyens de réduire les coûts. Par ailleurs, les fonds sont disponibles. Tout cela apparaît facilement réalisable dans le cadre du pourcentage de leur budget que les centres jeunesse doivent consacrer nécessairement à la formation. La recherche et développement est sûrement l'un des meilleurs mécanismes de formation parce que les innovations pourront être enseignées sur place ou les intervenants pourront être entraînés dans leur milieu de travail. Le transfert des connaissances sera peut-être plus efficace qu'actuellement. Les formations sont nombreuses mais peu implantées justement parce qu'il n'y a pas d'entraînement dans le cadre de contacts directs avec la clientèle. Ainsi, des budgets seront utilisés d'une manière encore plus profitable.

Références

[Retour à la table des matières](#)

Batshaw, M.G. (1975). *Rapport du comité d'étude sur la réadaptation des enfants et des adolescents placés en centre d'accueil*. Québec, Direction des communications, Ministère des Affaires sociales.

Brill, R., Le Blanc, M. (1978). *Clients change*. Rapport final, volume IV. Évaluation de Boys' Farm. Montréal, Groupe de recherche sur l'inadaptation juvénile, Université de Montréal.

Charbonneau, J.P. (1982). *Rapport de la commission parlementaire spéciale sur la protection de la jeunesse*. Québec, Éditeur officiel du Québec.

Cusson, M. (1971). *La vie sociale des jeunes délinquants en institution*. Montréal, École de criminologie, Université de Montréal.

Guindon, J. (1995). *Les étapes de la rééducation des jeunes délinquants et des autres ...* Montréal, Éditions Sciences et Culture Inc.

Harvey, J. (1988). *Rapport sur l'analyse des activités de réception et de traitement des signalements, d'évaluation et d'orientation en protection de la jeunesse.* Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux.

Harvey, J. (1991). *La protection sur mesure, un projet collectif.* Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux.

Jasmin, Marc (1992). *La protection de la jeunesse, plus qu'une loi.* Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux et Ministère de la Justice.

Jasmin, Marc (1995). *Les jeunes contrevenants, au nom ... et au-delà de la loi.* Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux et Ministère de la Justice.

Le Blanc, Marc (1975). La clientèle des centres d'accueil, de transition et de réadaptation du Québec, annexe 6. In *Rapport du comité d'étude sur la réadaptation des enfants et adolescents placés en centre d'accueil.* Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires sociales.

Le Blanc, Marc (1983a). *Boscoville : la rééducation évaluée.* Montréal : H.M.H. [Texte disponible dans *Les Classiques des science sociales.* JMT.]

Le Blanc, Marc (1983b). *L'efficacité de l'internat pour la rééducation des jeunes délinquants : modèle homogène, Boscoville, modèle hétérogène, Boy's Farm.* Ottawa, Solliciteur général.

Le Blanc, Marc (1985a). Les mesures pour jeune délinquant. In Denis Szabo et Marc Le Blanc (Eds.), *La criminologie empirique au Québec.* Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Le Blanc, Marc (1985b). De l'efficacité d'internats québécois. *Revue Canadienne de Psycho-éducation*, 14 (2), 113-120.

Le Blanc, M. (1986). Réussite sociale et inadaptation : épidémiologie prospective. *Revue Canadienne de Criminologie*, 28 (4), 363-377.

Le Blanc, Marc (1990). L'intervenant auprès des jeunes délinquants, omnipraticien ou spécialiste. *Revue Canadienne de Psycho-éducation*, 19 (2), 85-100.

Le Blanc, Marc (1994). Les mesures pour jeune délinquant. In Denis Szabo et Marc Le Blanc (Eds.), *Traité de criminologie empirique.* (2e édition). Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Le Blanc, Marc (1995). Y a-t-il trop d'adolescents placés en internat aux Centres jeunesse de Montréal ? *Revue Canadienne de Psycho-éducation*, 24, 2 : 93-120.

Le Blanc, Marc (1997a). Screening serious and violent juvenile offenders : Identification, Classification, and Prediction. In R. Loeber and D.P. Farrington. *Serious and violent juvenile offenders : Risk factors and successful interventions*. Thousands Oaks, Sage.

Le Blanc, Marc (1997b). Face aux compressions budgétaires, laquelle des stratégies choisir ? Les besoins impératifs de certains enfants et adolescents ou le virage milieu pour le plus grand nombre possible ? Quelle stratégie améliorera davantage la qualité des services ? Audiences publiques du Conseil d'administration des Centres jeunesse de Montréal, Montréal,

Le Blanc, Marc (inédit). Données sur les centres de réadaptation de la région de Montréal et 1993. Montréal, Groupe de recherche sur les adolescents en difficulté, Université de Montréal.

Le Blanc, Marc, Beaumont, H. (1987). *La réadaptation dans la communauté au Québec : inventaire des programmes*. Rapport soumis à la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux. Québec.

Le Blanc, Marc, Beaumont, H. (1989). *L'efficacité des mesures pour jeunes délinquants adoptées à Montréal en 1981, une étude longitudinale*. Montréal, Groupe de recherche sur l'inadaptation psychosociale à l'enfance, Université de Montréal.

Le Blanc, Marc, Brousseau, G. (1974). La prise de décision des agents de probation pour mineurs. *Revue Canadienne de Criminologie*, 16 (4), 373-392.

Le Blanc, Marc, Girard, S., Lanctôt, N., Ouimet, M., Langelier, S. (1994). *Les adolescents en difficulté des années 1990*. Rapport no. 2 : La clientèle du Service de probation des Centres jeunesse de Montréal. Montréal, École de psycho-éducation, Groupe de recherche sur les adolescents en difficulté, Université de Montréal.

Le Blanc, Marc, Girard, S., Kaspy, N., Lanctôt, N., Langelier, S. (1995). *Adolescents protégés et jeunes contrevenants sous ordonnance de la Chambre de la jeunesse de Montréal en 1992-1993*. Rapport no. 3 : les adolescents en difficulté des années 1990. Montréal, École de psychoéducation, Groupe de recherche sur les adolescents en difficulté, Université de Montréal.

Le Blanc, Marc, Trudeau-Le Blanc, P. (1988). Le travail, une alternative à la scolarisation pour jeunes mésadaptés socio-affectifs I : les formules d'atelier et leurs mises en oeuvre. *Revue Canadienne de Psycho-éducation*, 17 (2), 105-119.

Le Blanc, Marc, Trudeau-Le Blanc, P. (1989). Le travail, une alternative à la scolarisation pour jeunes mésadaptés socio-affectifs II : les impacts et une politique d'action. *Revue Canadienne de Psycho-éducation*, 18 (1), 1-20.

Lipsey, M. (1997). Effective intervention of serious juvenile offenders : A synthesis of research. In R. Loeber and D. Farrington (eds). *Serious/ violent /chronic offenders*. Washington, Office of Juvenile Justice and Delinquency Prevention Study Group on Serious / Violent / Chronic Offenders.

Marineau, D., Le Blanc, M. (1979). *Habitat-Soleil, c'est quoi ? Son passé, son présent, son avenir*. Montréal, B.I.C.C.

Ménard, R. (1981). *La durée de séjour des bénéficiaires en centre d'accueil*. Québec, Ministère des Affaires sociales.

Messier, C. (1989). *Les troubles de comportement à l'adolescence et leur traitement en centre d'accueil de réadaptation à la suite d'une ordonnance de protection*. Montréal, Commission de protection des droits de la jeunesse.

Ministère de la Santé et des Services sociaux (1992). *La politique de la santé et du bien-être*. Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux.

Rapport du Comité consultatif sur le développement de solutions de rechange en matière de placement d'enfants (1994). *Vers un continuum de services intégrés à la jeunesse, les solutions de rechange au placement des jeunes*. Gouvernement du Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux.

Reikertz, D. (1978). *Les soins en milieu résidentiel : l'impact de la politique et des personnels des institutions sur les enfants en résidence*. Montréal, Université McGill, École de service social.

Rochon, R. (1997). Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux. Québec, Les publications du Québec.

Rumilly, R. (1978). *Boscoville*. Montréal, Fides.

Stein, J.A. (1995). *Residential treatment of adolescents and children : Issues, principles and technics*. Chicago, Nelson-Hall.